

Sommet de l'humanitaire

» **DAVOS** En regard des débats des grands de ce monde, comment pousser les gouvernements à agir?

Sortie de son contexte, une phrase résume pourtant les débats de Davos: «Tout le monde est toujours d'accord sur tout.» On peut en retenir une autre: «Il faut passer du «je devrais» au «je vais». Ou encore: «N'oubliez pas votre responsabilité globale!»

Allemagne: US\$ 35 milliards - Brésil: US\$ 11 milliards - Chine: US\$ 67,5 milliards - France: US\$ 45 - Japon: US\$ 45,8 milliards - Suisse: US\$ 2,5 milliards - UK: US\$ 42,8 milliards - USA: US\$ 370,7 milliards. Ce chapelet de chiffres énumère les budgets militaires de huit pays sur 197 référés sur le site de la CIA. (<http://www.cia.gov/cia/publications>).

» **Notre invité**
Olivier Ferrari

Coninco Groupe

Si Davos a permis de réunir un peu plus de 1 milliard de fonds pour les déshérités de ce monde, cela ne représente pas plus de 0,0025% de la production économique mondiale alors que les dépenses militaires en représentent 2%. La disproportion des deux valeurs référées démontre le fossé entre le consensus général de ce qui est entrepris et le conditionnel de l'action à entreprendre. La lutte contre le désœuvrement mondial doit permettre de rendre le plus rapidement possible la démarche humanitaire bénéficiaire au-delà de ce que peuvent représenter les dépenses militaires.

Le libéralisme promulgue une compétitivité ouverte pour une amélioration du bien être général. Or, les dépenses militaires sont directement injectées au

profit des pays industrialisés (80% des dépenses) alors que l'aide humanitaire se diffuse d'une manière désordonnée avec un coulage important avant d'arriver à destination.

Il serait prétentieux de juger négativement la démarche du Forum de Davos, au contraire, elle est le signe tangible d'une prise de conscience globale. Si les sociétés industrielles et commerciales entreprennent une démarche positive et volontaire, peut-être est-il possible de rêver que la prochaine édition de Davos puisse faire infléchir les gouvernements. Une taxe initiale sur les dépenses militaires de 10% permettrait d'offrir une alternative contrôlée des moyens disponibles pour l'aide humanitaire et garantirait un financement subséquent des besoins au développement. Les budgets militaires sont des valeurs officielles et publiées; une telle démarche respecterait une proportionnalité de la richesse des Etats dispendieux. Il est certain

que l'idéal serait une abolition totale de l'investissement militaire. Cette position serait aussi démagogue que la démagogie elle-même découle de la démarche des Etats qui effectuent ces dépenses/investissements militaires.

Le bien-être est un droit commun, seul la perception par chacun de ce qu'il doit être crée la différence. Le minimum du bien-être se résume au droit au logement, à la nourriture, à l'éducation, aux libertés de parole et de déplacement ainsi qu'au droit au travail. Une nouvelle conscience humanitaire ferait du bien en début de XXIe millénaire et la volonté d'accorder au plus démunis les moyens existentiels d'amélioration de la qualité de vie représente à elle seule un potentiel de croissance économique qui va au-delà du budget militaire de même qu'un règlement des différences sociales. Dans ce contexte, le respect de la diversité culturelle doit supplanter la globalisation de la pensée unique.